

Déclaration FSU au CSASD du 2 février 2024



M. le directeur académique

La grève du 1^{er} février a été très suivie par nos collègues car nous estimons collectivement que **l'heure est grave**.

L'heure est grave car l'exécutif a fait le choix d'affecter à l'éducation nationale une ministre à mi-temps en charge également des sports et des jeux olympiques ! Une ministre qui s'illustre d'emblée par une provocation en faisant la promotion du réseau privé le plus réactionnaire et finalement en invitant les plus privilégiés à assumer leur repli communautaire et l'évitement décomplexé du réseau public. Une ministre qui perd, avec une foulée de sprinteuse, la crédibilité nécessaire à l'exercice de sa fonction.

L'heure est grave car la rentrée 2024 se prépare encore avec, quoiqu'en dise la ministre, des suppressions de postes, 60 dans l'académie pour le second degré. Or les moyens d'enseignements manquent cruellement dans les établissements épuisant les personnels en place à coups d'heures supplémentaires et désormais de pactes que l'on découvre parfois même non consentis ! Les moyens manquent aussi pour le remplacement de longue durée, ces « paquets d'heures » perdues que le gouvernement n'a pas cherché sérieusement à réduire car pour cela, il faut des titulaires remplaçants en nombres suffisants ! Il faut aussi des AESH, des CPE, des surveillants, des personnels administratifs, psy-EN et des personnels de direction qui font défaut au collège Le Corre, au collège Zola à Cherbourg, à Challemel Lacour et bien-sûr au collège Buhot de Valognes.

L'heure est grave car dans les collèges, la rentrée 2024 signe la fin du collège unique. Sous prétexte que les élèves fragiles «freineraient», selon Gabriel Attal, « les meilleurs élèves et les empêcheraient de s'envoler », la mise en place de groupes de niveaux en français et en mathématiques vient faire éclater les groupes classes et instaurer une école à deux vitesses, séparant au sein d'un même collège, les élèves les plus faibles et les meilleurs, souvent synonymes malheureusement des plus défavorisés et des plus favorisés. La promesse de l'école républicaine est ainsi rompue !

Ces annonces sont d'autant plus insupportables pour la profession qu'aucun texte officiel n'est paru et qu'on va donc assister, comme l'an passé, à une déréglementation lamentable : les chefs d'établissements, garants de l'application des textes, vont devoir faire voter des

DHG qui ne seront pas réglementaires pour obéir docilement à leur hiérarchie. Cette méthode n'est pas plus admissible en 2024 que par le passé ! De plus, l'exécutif sort constamment de son chapeau de nouvelles mesures devant s'appliquer « dès la rentrée » telles que l'enseignement du théâtre ou le doublement des heures d'EMC rebaptisée « instruction civique » sans doute pour redonner un coup de jeune. Sans le moindre financement, sans anticipation ces mesures relèvent de la communication politicienne mais nuisent encore plus à la préparation sérieuse de cette rentrée 2024.

Par ailleurs, à l'épreuve de la réalité, cette nouvelle organisation demandée va se révéler impossible à mettre en œuvre. Sans moyens supplémentaires, sans recrutements massifs de professeurs de français et de mathématiques, le fiasco de la rentrée 2024 s'annonce pire que celui de 2023. La FSU vous alerte solennellement, M. l'inspecteur d'académie. Il est encore temps de renoncer à ce projet pour la rentrée 2024, de faire comprendre au gouvernement que cette école du tri social est rejetée aussi bien par les enseignants que par les hiérarchies. D'ailleurs, celles-ci se désavoueraient et se décrédibiliseraient définitivement en soutenant aujourd'hui des positions contraires à celles qu'elles portaient auparavant lors de la précédente réforme des collèges par exemple !

L'heure est grave car l'éducation nationale est instrumentalisée politiquement pour flatter l'opinion publique la plus conservatrice. La profession n'adhère pas à ce projet d'école passéiste voire réactionnaire où s'imposerait l'uniforme, la généralisation du SNU, l'autorité, le « réarmement civique » ... Notre jeunesse mérite mieux que ce projet de domestication des comportements et des corps qui transpire de plus en plus des annonces et de la communication de l'exécutif.

L'heure est grave. La FSU fera tout pour éviter ce basculement. La grève du 1^{er} février a été un coup de semonce. Elle aura un prolongement puissant.